

REPUBLIQUE DU NIGER



**MINISTERE DE LA COMMUNICATION,
CHARGE DES RELATIONS AVEC LES
INSTITUTIONS**



Rapport Annuel de Performance 2021

MARS 2022

Table des matières

Sigles et acronymes	5
Mot du Ministre.....	6
INTRODUCTION.....	7
PARTIE A : PRESENTATION ET ANALYSE DE LA PERFORMANCE DU MINISTÈRE.....	8
A1. Réalisations du ministère par programme en 2021.....	8
A1.1. Programme 140 : Pilotage et administration de la politique de communication	8
A1.1.1. Performance physique/technique du programme : Pilotage et administration de la politique de communication.....	8
A1.1.2. Performance financière du programme : Pilotage et administration de la politique de communication.....	11
A1.2. Programme 138 : Développement des prestations de service des médias	12
A1.2.1. Performance physique/technique du programme : Développement des prestations des médias.....	12
A1.2.2. Performance financière du programme : Développement des prestations de service des médias	14
A1.3. Programme 139 : Amélioration des conditions de la participation des acteurs aux actions de développement.....	15
A1.3.1. Performance physique/technique du programme : Amélioration des conditions de la participation des acteurs aux actions de développement	15
A1.3.2. Performance financière du programme : Amélioration des conditions de la participation des acteurs aux actions de développement	17
A1.4. Programme 176: Promotion des institutions démocratiques, fortes, crédibles et durables.....	18
A1.4.1. Performance physique/technique du programme : Promotion des institutions démocratiques, fortes, crédibles et	18
A1.4.2. Performance financière du programme : Promotion des institutions démocratiques, fortes, crédibles et durables.....	19
A2. Récapitulatifs pour l'ensemble des programmes du ministère	20
A2.1. Synthèse des réalisations financières du Ministère.....	20
A2.2. Situation des ressources humaines du ministère.....	23
A2.3. Difficultés rencontrées et approches de solution.....	27
PARTIE B : CONTRIBUTION D'AUTRES ACTEURS	27
B1. Présentation des partenaires opérationnels du ministère	27
B2. Réalisations physiques des partenaires opérationnels.....	29
B2.1. Réalisation globale du ministère dans le domaine du « programme 140 ».....	29
B2.2. Réalisation globale du ministère dans le domaine du « programme 138 ».....	31
B2.3. Réalisation globale du ministère dans le domaine du « programme 139 ».....	33
B2.4. Réalisation globale du ministère dans le domaine du « programme 176 ».....	34
B2.5. Réalisation des Effets/impacts des programmes du ministère.....	34
B3. Présentation du financement des partenaires opérationnels du ministère.....	35
B3.1. Dépenses 2021 des ANE dans le domaine du « programme 140 ».....	35
B3.2. Dépenses 2021 des ANE dans le domaine du « programme 138 ».....	36
B3.3. Dépenses 2021 des ANE dans le domaine du « programme 139 ».....	36

B3.4. Dépenses 2021 des ANE dans le domaine du « programme 176 »	36
B3.5. Financement global (ministères et ANE) au titre de « année N-1 »	37
B4. Synthèse des difficultés, conclusions et recommandations	37
B4.1. Principales difficultés rencontrées et leçons apprises	37
B4.2. Recommandations	37
B4.3. Conclusion	38

Liste des tableaux

<i>Tableau 1 : Indicateurs de réalisation physique/technique du programme 140 « Pilotage et Administration de la Politique de Communication »</i>	8
<i>Tableau 2 : Situation des crédits alloués au programme au titre de l'année</i>	11
<i>Tableau 3 : Situation des crédits de paiement consommés du programme</i>	11
<i>Tableau 4: Situation globale de consommation des crédits du ministère</i>	21
<i>Tableau 5: Situation de consommation des crédits par programme</i>	22
<i>Tableau 6 : Crédits délégués aux régions</i>	22
<i>Tableau 7: Plafond des autorisations d'emplois rémunérés, en effectif</i>	23
<i>Tableau 8 : Tableau de répartition du personnel entre le niveau central et le niveau déconcentré</i>	23
<i>Tableau 9: Plafond des autorisations d'emplois rémunérés, en montant</i>	23
<i>Tableau 10: Principaux partenaires opérationnels du ministère</i>	28
<i>Tableau 11 : Réalisation globale du ministère, programme 140 (résultats immédiat (extrants)</i>	29
<i>Tableau 12 : Réalisation globale du ministère en 2021, programme 138 (extrants)</i>	31
<i>Tableau 13 : Réalisation globale du ministère en 2021, programme 139 (résultats immédiat)</i>	33
<i>Tableau 14 : Réalisation globale du ministère en 2021, programme 176 (résultats immédiat)</i>	34
<i>Tableau 15 : Résultats globaux du ministère par programme</i>	34
<i>Tableau 16 : Dépenses annuelles des catégories d'acteurs non étatiques dans le programme 140</i>	35
<i>Tableau 17 : Dépenses annuelles des acteurs non étatiques dans le programme 138</i>	36
<i>Tableau 18 : Dépenses annuelles des acteurs non étatiques dans le programme 139</i>	36
<i>Tableau 19 : Dépenses annuelles des acteurs non étatiques dans le programme 176</i>	36
<i>Tableau 20 : Financement global du ministère en année 2021</i>	37

Sigles et acronymes

DPG	Déclaration de Politique Générale du Gouvernement
PNCD	Politique Nationale de Communication pour le Développement
DPPD	Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
PAP	Projet Annuel de Performance
DRFM	Direction des Ressources Financières et du Matériel
DEP	Direction des Etudes et de la Programmation
ND	Non Disponible
NA	Non Applicable
ANP	Agence Nigérienne de Presse
ORTN	Office de Radiodiffusion Télévision du Niger
ONEP	Office National d'Édition et de Presse
TV	Télévision
IFTIC	Institut de Formation aux Techniques de l'Information et de la Communication
MC	Ministère de la Communication
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
ANE	Acteurs Non Etatiques
PTF	Partenaires Techniques et Financiers

1 MOT DU MINISTRE

Le Ministère de la Communication, chargé des Relations avec les Institutions est né de la fusion des anciens ministères de la communication et celui en charge des Relations avec les Institutions, intervenue en avril 2021.

Il est chargé, en relation avec les autres ministères concernés, de la conception, de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la politique nationale en matière de communication, conformément aux orientations définies par le gouvernement.

A ce titre, il assure la gestion et le contrôle technique des structures de communication écrite, audiovisuelle du secteur public et entretient des relations avec l'ensemble de la presse privée dans le strict respect de son indépendance.

Il apporte un appui technique aux autres ministères pour la réalisation de leur campagne d'information, d'éducation et de communication. A ce titre, il assure la coordination des missions des chargés de communication des services publics, des institutions et organisations publiques et fait des évaluations périodiques sur la mise en œuvre de leurs cahiers de charges.

Il est en outre chargé des relations avec les Institutions en rapport avec les Ministères concernés.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement (DPG), par rapport à la communication, les actions retenues par le Gouvernement portent principalement sur le **renforcement de la liberté de la presse** à travers l'amélioration de l'environnement juridique et professionnel du secteur des médias, la modernisation des organes de presse publics et la suppression des zones d'ombre pour la radio et la télévision nationales ainsi que la finalisation de l'installation de la Télévision Numérique Terrestre. Le secteur poursuivra également les efforts de couverture en infrastructures et services d'information. En particulier, chaque Maison du Paysan sera dotée d'une radio communautaire. Par ailleurs, l'accent sera mis sur la sensibilisation des acteurs des médias notamment privés, sur la communication en temps de crise.

En ce qui concerne le volet Relations avec les Institutions, l'action retenue est de faire de notre pays un Etat démocratique, stable et fort en garantissant les droits et libertés aux citoyens et en leur assurant les conditions de prospérité individuelle tout en restant exigeant sur l'accomplissement de leurs devoirs individuels et collectifs et ferme sur le respect de la loi. Des efforts seront consentis en dotant les Institutions républicaines de moyens leur permettant de fonctionner normalement.

Pour l'année 2021, le Ministère de la Communication, dans le cadre de l'atteinte de ses résultats a mis en œuvre quatre (4) programmes à savoir : **Programme 140** : Pilotage de la politique de communication ; **Programme 138** : Développement des prestations de service des médias ; **Programme 139** : Amélioration des conditions de la participation des acteurs aux actions de développement ; **Programme 176** : Promotion des institutions démocratiques, fortes, crédibles et durables.

Pour la conduite desdits programmes, **4 091 949 170** f ont été votés parmi lesquels **3 219 730 573** f ont été libérés, soit un taux de libération de **78,68%** et **3 050 953 334** f ont été consommés (dont 2 939 358 556 au niveau central et 111 594 778 délégués aux attachés de presse à l'extérieur), soit un taux d'exécution de **74,55%**

ZADA MAHAMADOU

2 INTRODUCTION

S'inscrivant dans le contexte de la poursuite des réformes des finances publiques engagées par notre pays, le Ministère en charge de la Communication, chargé des Relations avec les Institutions a élaboré son DPPD 2020-2022 en vue de continuer l'opérationnalisation de sa politique sectorielle, appelée Politique Nationale de Communication pour le Développement (PNCD), adoptée depuis 2003 et dont la mise en œuvre reste encore timide. .

Aussi, pour assurer un changement des mentalités et des comportements des populations en vue de leur pleine participation aux actions de développement, le Ministère de la Communication, chargé des Relations avec les Institutions s'est fixé comme objectif de promouvoir la communication pour le développement.

Pour y parvenir, la stratégie d'intervention du ministère s'appuie sur trois axes stratégiques d'intervention :

- Axe 1 : Amélioration des prestations de service des médias ;
- Axe 2 : Participation de la communication au développement ;
- Axe 3 : Promotion de la bonne gouvernance.

Dans l'axe (1) portant sur l'amélioration des prestations de service des médias, il s'agira plus généralement (i) d'améliorer le système de production et de distribution des médias, (ii) appuyer la production et la diffusion des informations de qualité.

Cet axe est opérationnalisé dans le cadre du Programme 138 intitulé : « Développement des prestations de service des médias ». L'objectif de ce programme est d'améliorer le système de production et de distribution des informations à travers l'accroissement des infrastructures et équipements.

Dans l'axe (2) portant sur la participation de la communication au développement, les défis sont relatifs à (i) l'amélioration des conditions de la participation des acteurs aux actions de développement. Cet axe est opérationnalisé dans le cadre du Programme intitulé : « Amélioration des conditions de la participation des acteurs aux actions de développement ». L'objectif de ce programme est de promouvoir la participation active et responsable des populations aux actions de développement.

Le Ministère de la Communication, c'est aussi la gestion du volet Relations avec les Institutions. Ainsi dans l'axe (3), portant sur la promotion de la bonne gouvernance, il s'agira d'améliorer le fonctionnement régulier des Institutions de la République, d'œuvrer à la consolidation des acquis démocratiques et à l'amélioration des résultats obtenus. Cet axe est opérationnalisé dans le cadre du programme 176 intitulé : « **Promotion des Institutions démocratiques, fortes, crédibles et durables** » avec pour objectif : contribuer à la crédibilisation des Institutions de la République.

Enfin, le Ministère de la Communication a mis en place dans le cadre du présent budget programme, un programme support « Pilotage de la Politique de Communication » ayant pour enjeu principal de créer toutes les conditions nécessaires pour une mise en œuvre efficace et efficiente de ces programmes opérationnels dans l'optique de la réalisation de l'objectif stratégique du ministère.

L'efficacité et l'efficience des programmes qui sont les deux déterminants de la performance du ministère, nécessitent en premier lieu une bonne définition claire et opérationnelle de la politique ministérielle et en second lieu une bonne coordination et suivi dans la mise en œuvre des activités du ministère.

Le ministère élabore le présent rapport annuel de performance à l'effet de rendre compte du niveau de réalisation des actions/activités inscrites dans le PAP pour la période de janvier à décembre 2021, en relation avec les moyens alloués.

Le processus de son élaboration a été participatif. Il a impliqué toutes les parties concernées (DRFM, DEP, Responsables des Programmes).

Ce rapport rappelle l'objectif stratégique et les résultats attendus du ministère. Il donne une situation de l'exécution budgétaire. Il dresse un état de mise en œuvre des programmes. Il retrace les principales difficultés rencontrées et présentes les mesures correctives envisagées.

PARTIE A : PRESENTATION ET ANALYSE DE LA PERFORMANCE DU MINISTÈRE

A1. Réalisations du ministère par programme en 2021

A1.1. Programme 140 : « Pilotage et administration de la politique de communication »

A1.1.1. Performance physique/technique du programme 140 « Pilotage et administration de la politique de communication »

Pour le programme 140, on constate que toutes les 7 actions inscrites sont réalisées ou ont connu un début d'exécution, en conformité avec le plan d'utilisation des crédits élaboré et les ressources disponibles, soit un taux de 85,75% ; la non réalisation de certaines activités inscrites dans le PAP 2021 impactera certainement la réalisation de celles inscrites au PAP 2022 dont la réalisation en dépend.

Les écarts constatés n'ont aucun caractère technique. Ils sont dus à l'insuffisance des financements. Aussi, il convient de souligner, qu'aucune intervention des acteurs extérieurs n'a été enregistrée.

Tableau 1 : Indicateurs de réalisation physique/technique du programme 140

Actions du programme	Objectifs	Indicateurs de Performance	Unité	Référence		Année N-1			Année N	
				Année	Valeur	Cible PAP	Réalisation	Taux de réalisation (%)	Progrès	Prévision
Conception et pilotage de la politique du ministère	Améliorer le pilotage stratégique du ministère	Nombre de réunions de coordination tenues au cours de l'année	Réunion	2020	8	4	6	150%	↑	4
		Nombre de missions de représentation	Mission	2020	2	2	2	100%	↓	2
		Nombre de visites menées auprès des structures	Visite	2019	2	1	0	0%		1
Gestion du système d'information du ministère	Produire des données fiables et accessibles	Nombre de réunions du comité statistique tenues	Réunion	2020	0	4	0	0%		4
		Nombre d'exemplaires d'annuaires statistiques reproduits/édités	Doc.	2020	0	50	0	0%		50
		Nombre d'archives de bureaux traitées	Archive	2020	0	10	0	0%		10

Planification, programmation et suivi et évaluation des programmes du ministère	Planifier, suivre et évaluer suivant dans le respect des exigences du budget programme	Nombre de cadres formés sur les DPPD et PAP	Pers.	2020	0	30	0	0		30
		Nombre de documents de planification élaborés	Doc.	2020	2	2	2	100%		2
		Nombre d'acteurs ayant participé à la rencontre annuelle	Pers.	2020	95	100	76	76%		100
Gestion des ressources humaines	Renforcer les capacités institutionnelles du ministère	Nombre d'agents ayant reçu une formation au cours de l'année	Pers.	2020	0	40	0	0%		40
		Nombre de lots de matériel informatique reçus par la DRH	Matériel	2020	1 lot	1 lot	1 lot	90%		1 lot
		Nombre de logiciels de gestion du personnel acquis	Logiciel	2020	0	1 logiciel	0	0%		1 logiciel
Gestion des marchés publics et des délégations de service public	Assurer la conception et la gestion des marchés publics et délégations de service public	Nombre de lots de matériel informatique acquis	Matériel	2020	1 lot	1 lot	1 lot	90%		1 lot
		Nombre de lots de mobilier de bureau acquis	Mobilier	2020	1 lot	1 lot	0	0%		1 lot
		Nombre de marchés passés	Marché	2020	4	6	5	83,33%		6
Gestion des ressources matérielles, financières	Assurer la mise à disposition des moyens, biens et services aux entités	Nombre de rapports périodiques sur la situation financière et du matériel réalisés au cours de l'année	Rapport	2020	4	4	4	100%		4
		Nombre de contrats signés et exécutés pour l'entretien des locaux et logistiques	Contrat	2020	0	2	0	0%		2
		Nombre de matériel roulant acquis	Matériel roulant	2020	1	1	0	0%		1

		Nombre de cadres formés à l'extérieur	Pers.	2020	0	2	2	100%		4
Définition d'un cadre juridique et institutionnel favorable au développement du secteur	Elaborer/réviser, adopter et diffuser des textes favorables au développement du secteur	Nombre de rencontres de vulgarisation des textes sur la communication tenues	Atelier	2020	0	1	0	0%		1
		Nombre de rencontres tenues du comité de négociation pour la signature de la convention collective de la presse	Rencontre	2020	1	4	8	200%		4

Sources : MC

Ce tableau se limite aux indicateurs d'extrants (résultats immédiat) (livrables au niveau action et activité du PAP).

A1.1.2. Performance financière du programme 140 « Pilotage et administration de la politique de communication »

- **Financement du programme 140** « Pilotage et administration de la politique de communication »

Nous rappelons à toutes fins utiles que le ministère ne dispose pas de partenaires techniques et financiers qui l'accompagnent dans la mise en œuvre de son PAP. Toutes les dépenses sont prises en charge par le budget national, aussi bien celles de fonctionnement que celles d'investissement.

Tableau 2 : Situation des crédits alloués au programme 140 au titre de l'année 2021

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit voté 2021			Taux de variation	Observations	Crédit voté en 2022
	Crédit initial	Crédit final	Variation			
Total	617 796 032	617 796 032	0	%	Le programme 177 (support du MCRI) a été fusionné avec le programme 140 (support du MC) suivant les catégories de dépense correspondante	649 509 782
Personnel	337 831 995	337 831 995	0	0%		330 760 068
Biens et services	84 097 095	84 097 095	0	0 %		83 292 914
Transferts	132 102 527	132 102 527	0	0%		156 956 800
Investissement total	63 764 415	63 764 415	0	0%		78 500 000
Ressources propres	617 796 032	617 796 032	0	0%		649 509 782

Sources : MC

- **Exécution financière du programme 140** « Pilotage et administration de la politique de communication »

Tableau 3 : Situation des crédits de paiement consommés du programme 140

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit final	Crédit libéré	Crédit engagé	Crédit ordonnancé	Taux de libération	Taux d'engagement	Taux d'ordonnancement
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(2)/(1)	(6)=(3)/(1)	(7)=(4)/(1)
Total	617 796 032	275 144 433	241 029 224	241 029 224	44,53%	39,01%	39,01%
Personnel	337 831 995	15 797 582	0	0	4,67%	0%	0%
Biens et services	84 097 095	84 038 278	72 102 034	72 102 034	99,93%	85,73%	85,73%
Transferts	132 102 527	132 102 527	131 467 305	131 467 305	100%	99,51%	99,51%
Investissement total	63 764 415	43 206 046	37 459 885	37 459 885	67,75%	58,74%	58,74%
Ressources propres	617 796 032	275 144 433	241 029 224	241 029 224	44,53%	39,01%	39,01%

Sources : MC

A1.2. Programme 138 : « Développement des prestations de service des médias »

A1.2.1. Performance physique/technique du programme 138 « Développement des prestations de service des médias »

Pour le programme 138, on constate que toutes les 6 actions inscrites ont été totalement ou partiellement réalisées selon les cas, avec un taux de réalisation globalement estimé à 88,35%.

Les écarts constatés n'ont aucun caractère technique. Ils sont dus à l'insuffisance des financements. Aussi, il convient de souligner ici, qu'aucune intervention des acteurs extérieurs n'a été enregistrée.

Tableau 1 : Indicateurs de réalisation physique/technique du programme 138

Actions du programme	Objectifs	Indicateurs de Performance	Unité	Référence		Année N-1				Année N
				Année	Valeur	Cible PAP	Réalisation	Taux de réalisation (%)	Progrès	Prévision
Réhabiliter / Créer et Appuyer les activités des radios communautaires	Produire et diffuser des émissions radios au niveau communautaire	Nombre de radios communautaires créées	Radio	2020	2	2	1	50%	↑	4
		Nombre de radios communautaires réhabilitées	Radio	2020	0	5	1	20%		5
		Nombre de lots de fourniture acquis pour la DC	Fournitures	2020	1 lot	1 lot	1 lot	90%		1 lot
Créer des centres de Couverture des zones d'ombre en radio et télédiffusion	Rendre accessibles les émissions de radio et TV nationales dans les zones non encore couvertes	Nombre de centres de couverture des zones d'ombre en radio et télédiffusion sécurisés/réhabilités	Clôtures	2020	3	1	3	300%		1
			Bâtiments techniques	2020	0	5	0	0%		5
Réhabiliter l'Agence Nigérienne de Presse (ANP)	Mettre des informations fiables à la disposition des usagers	Nombre moyen annuel de visiteurs du site web	Pers.	2019	71 175	70 000	426 724	609,60%		70 000
		Nombre de dépêches produites au cours de l'année	Dépêches	2019	1 197	360	2 229	619,16%		360

		Nombre de nouveaux équipements installés	Matériel de communication	2020	0	1 lot	0	0%		1 lot
			Plateforme audiovisuelle	2020	0	1	0	0%		1
Moderniser les équipements techniques de l'ORTN	Améliorer la qualité du son et de l'image	Transport des signaux Radio/TV par satellite assuré	Contrat	2020	1	1	1	100%		1
Moderniser les équipements techniques de l'ONEP	Mettre à la disposition des lecteurs du Sahel et du Sahel Dimanche, des journaux de qualité et en quantité suffisante	Nombre de journaux produits au cours de l'année	Journaux	2019	Quotidien :	950 000	1 050 000	110,52%		1 500 000
					Hebdo :	260 000	270 000	103,84		280 000
Appuyer la diffusion audiovisuelle	Rendre accessible au grand public, l'essentiel des signaux TV disponibles sur le territoire national	Nombre de signaux TV multiplexés et transportés	Signaux	2020	15	15	15	100%		15

Sources : MC

Ce tableau se limite aux indicateurs d'extrants (résultats immédiat) (livrables au niveau action et activité du PAP).

A1.2.2. Performance financière du programme 138 « Développement des prestations de service des médias »

■ Financement du programme 138 « Développement des prestations de service des médias »

Le ministère ne dispose pas de partenaires qui l'accompagnent dans la mise en œuvre de son PAP. Toutes les dépenses sont prises en charge par le budget national, aussi bien celles de fonctionnement que celles d'investissement.

Tableau 2: Situation des crédits alloués au programme 138 au titre de l'année 2021

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit voté 2021			Taux de variation	Observations	Crédit voté en 2022
	Crédit initial	Crédit final	Variation			
Total	<u>2 824 956 602</u>	<u>2 995 505 422</u>	<u>+170 548 820</u>	<u>+6,03%</u>		<u>2 924 232 102</u>
Personnel	151 404 102	151 404 102	0	0%		176 402 102
Biens et services	382 500	382 500	0	0%		930 000
Transferts	1 466 500 000	1 637 048 820	+170 548 820	+11,62%	Le montant a été révisé à la hausse pour appuyer l'ORTN dans la prise en charge de la retransmission des jeux olympiques de Tokyo	1 418 500 000
Investissement total	1 206 670 000	1 206 670 000	0	0%		1 328 400 000
Ressources propres	<u>2 824 956 602</u>	<u>2 995 505 422</u>	<u>+170 548 820</u>	<u>+6,03%</u>		<u>2 924 232 102</u>

Sources : MC

■ Exécution financière du programme 138 « Développement des prestations de service des médias »

Tableau 3 : Situation des crédits de paiement consommés du programme 138

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit final	Crédit libéré	Crédit engagé	Crédit ordonnancé	Taux de libération	Taux d'engagement	Taux d'ordonnancement
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(2)/(1)	(6)=(3)/(1)	(7)=(4)/(1)
Total	<u>2 995 505 422</u>	<u>2 703 689 663</u>	<u>2 583 907 769</u>	<u>2 583 907 769</u>	<u>90,25%</u>	<u>86,25%</u>	<u>86,25%</u>
Personnel	151 404 102	148 642 000	28 862 446	28 862 446	98,17%	19,06%	19,06%
Biens et services	382 500	0	0	0	0%	0%	0%
Transferts	1 637 048 820	1 637 048 820	1 637 048 820	1 637 048 820	100% 1	100%	100%
Investissement total	1 206 670 000	917 998 843	917 996 503	917 996 503	76,07%	76,07%	76,07%
Ressources propres	<u>2 995 505 422</u>	<u>2 703 689 663</u>	<u>2 583 907 769</u>	<u>2 583 907 769</u>	<u>90,25%</u>	<u>86,25%</u>	<u>86,25%</u>

Sources : MC

A1.3. Programme 139 : « Amélioration des conditions de participation des acteurs aux actions de développement »

A1.3.1. Performance physique/technique du programme 139 « Amélioration des conditions de participation des acteurs aux actions de développement »

Deux (2) actions sur 3 du programme 139, ont été mises en œuvre, soit un taux de réalisation physique approximatif de 66,66%. Les écarts constatés n'ont aucun caractère technique. Ils sont dus à l'insuffisance des financements. Aussi, il convient de souligner ici, qu'aucune intervention des acteurs extérieurs n'a été enregistrée.

Tableau 1 : Indicateurs de réalisation physique/technique du programme 139

Actions du programme	Objectifs	Indicateurs de Performance	Unité	Référence		Année 2021				Année 2022
				Année	Valeur	Cible PAP	Réalisation	Taux de réalisation (%)	Progrès	Prévision
Réhabiliter les centres d'écoute et activités des radios clubs	Rendre opérationnels les centres d'écoute des radios clubs	Nombre de missions de collecte réalisées	Mission	2020	3	4	4	100%	↑	4
		Nombre de lots de matériels acquis pour les radios-clubs	Matériel	2020	0	1 lot	1 lot	90%		1 lot
Renforcer les capacités d'accueil de l'IFTIC	Doter l'IFTIC en infrastructures d'accueil	Progression du nombre d'étudiants (nationaux et étrangers)	Etudiants	2020	Nigériens : 492 Etrangers : 39	N : 500 Et : 50	674 pour les 3 niveaux : - Moyen : 273 - Licence: 263 - Master :138	NA		-
		Nombre de lots de matériel pour amphithéâtre et studio TV	Matériel	2020	Mat.Amphi : 1lot	1 lot	1 lot	50%		1 lot
					Mat.Studio/TV : 1lot	1 lot	1 lot	50%		1 lot

		Nombre de lots de matériel de production audiovisuelle acquis	Matériel	2020	1 lot	1 lot	0	0%		1 lot
Relancer la Communication gouvernementale	Développer la communication intra gouvernementale et la communication publique en direction des citoyens	Nombre de rencontres de sensibilisation menées dans le cadre de la promotion de la communication pour le développement	Atelier	2020	0	1	0	0%		1
		Nombre de lots de fournitures payées	Fournitures	2020	1 lot	1 lot	1 lot	90%		1 lot

Sources : MC

Ce tableau se limite aux indicateurs d'extrants (résultats immédiat) (livrables au niveau action et activité du PAP).

A1.3.2. Performance financière du programme 139 « Amélioration des conditions de participation des acteurs aux actions de développement »

- **Financement du programme 139** « Amélioration des conditions de participation des acteurs aux actions de développement »

Le ministère ne dispose pas de partenaires qui l'accompagnent dans la mise en œuvre de son PAP. Toutes les dépenses sont prises en charge par le budget national, aussi bien celles de fonctionnement que celles d'investissement

Tableau 2: Situation des crédits alloués au programme 139 au titre de l'année 2021

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit voté en 2021			Taux de variation	Observations	Crédit voté en 2022
	Crédit initial	Crédit final	Variation			
Total	429 457 066	429 457 066	0	0%		472 997 320
Personnel	162 990 693	162 990 693	0	0%		187 039 169
Biens et services	306 000	306 000	0	0%		1 395 000
Transferts	200 000 000	200 000 000	0	0%		200 000 000
Investissement total	66 160 373	66 160 373	0	0%		84 563 151
Ressources propres	429 457 066	429 457 066	0	0%		472 997 320

Sources : MC

- **Exécution financière du programme 139** « Amélioration des conditions de participation des acteurs aux actions de développement »

Tableau 3 : Situation des crédits de paiement consommés du programme 139

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit final	Crédit libéré	Crédit engagé	Crédit ordonnancé	Taux de libération	Taux d'engagement	Taux d'ordonnancement
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(2)/(1)	(6)=(3)/(1)	(7)=(4)/(1)
Total	429 457 066	215 243 163	215 241 641	215 241 641	50,11%	50,11%	50,11%
Personnel	162 990 693	0	0	0	0%	0%	0%
Biens et services	306 000	0	0	0	0%	0%	0%
Transferts	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	100%	100%	100%
Investissement total	66 160 373	15 243 163	15 241 641	15 241 641	23,03%	23,03%	23,03%
Ressources propres	429 457 066	215 243 163	215 241 641	215 241 641	50,11%	50,11%	50,11%

Sources : MC

A1.4. Programme 176 : « Promotion des institutions démocratiques, fortes, crédibles et durables »

A1.4.1. Performance physique/technique du programme 176 « Promotion des institutions démocratiques, fortes, crédibles et durables »

Pour le programme 176, toutes les 2 actions inscrites, ont connu une mise en œuvre, soit un taux de réalisation physique approximatif de 66,66%. Les écarts constatés n'ont aucun caractère technique. Ils sont dus à l'insuffisance des financements. Aussi, il convient de souligner ici qu'aucune intervention des acteurs extérieurs n'a été enregistrée.

Tableau 1: Indicateurs de réalisation physique/technique du programme 176

Actions du programme	Objectifs	Indicateurs de Performance	Unité	Référence		Année 2021				Année 2022
				Année	Valeur	Cible PAP	Réalisation	Taux de réalisation (%)	Progrès	Prévision
Vulgarisation des activités des Institutions	Faire connaître les Institutions et leurs missions	Nombre d'exemplaires de la revue édités et distribués	Revue	2019	1 000	2 000	0	0%		1 000
		Nombre de citoyens formés/sensibilisés lors de la caravane	Pers.	2019	6 750	15 000	100	0,006%		1 000
Coordination efficace des rapports entre l'exécutif et les Institutions	Faciliter les rapports entre les Institutions et le gouvernement	Nombre de rapports de suivi des sessions de l'Assemblée Nationale et des Institutions non Parlementaires	Rapport	2020	4	4	4	100%		4

Sources : MC

Ce tableau se limite aux indicateurs d'extrants (résultats immédiat) (livrables au niveau action et activité du PAP).

A1.4.2. Performance financière du programme 176 « Promotion des institutions démocratiques, fortes, crédibles et durables »

- **Financement du programme 176** « Promotion des institutions démocratiques, fortes, crédibles et durables »

Le ministère ne dispose pas de partenaires qui l'accompagnent dans la mise en œuvre de son PAP. Toutes les dépenses sont prises en charge par le budget national, aussi bien celles de fonctionnement que celles d'investissement

Tableau 2: Situation des crédits alloués au programme au titre de l'année 2021

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit voté en 2021			Taux de variation	Observations	Crédit voté en 2022
	Crédit initial	Crédit final	Variation			
Total	49 190 650	49 190 650	0	0%		94 598 467
Personnel	26 470 767	26 470 767	0	0%		26 470 767
Biens et services	11 669 883	11 669 883	0	0%		10 127 700
Transferts	0	0	0	0%		38 000 000
Investissement total	11 050 000	11 050 000	0	0%		20 000 000
Ressources propres	49 190 650	49 190 650	0	0%		94 598 467

Sources : MC

- **Exécution financière du programme 176** « Promotion des institutions démocratiques, fortes, crédibles et durables »

Tableau 3: Situation des crédits de paiement consommés du programme

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit final	Crédit libéré	Crédit engagé	Crédit ordonnancé	Taux de libération	Taux d'engagement	Taux d'ordonnancement
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(2)/(1)	(6)=(3)/(1)	(7)=(4)/(1)
Total	49 190 650	25 653 314	10 774 700	10 774 700	52,15%	21,90%	21,90%
Personnel	26 470 767	13 235 384	0	0	50%	0%	0%
Biens et services	11 669 883	12 417 200	10 774 700	10 774 700	106,40%	92,32%	92,32%
Transferts	0	0	0	0	-	-	-
Investissement total	11 050 000	730	0	0	0,00006%	%	0%
Ressources propres	49 190 650	25 653 314	10 774 700	10 774 700	52,15%	21,90%	21,90%

Sources : MC

A2. Récapitulatifs pour l'ensemble des programmes du ministère

A2.1. Synthèse des réalisations financières du Ministère

A2.1.1. Niveau d'exécution par nature de crédit puis par programme

- L'indicateur : taux d'exécution physique (technique) des plans d'actions montre le niveau de réalisation des actions inscrites dans le PAP. On constate que le niveau de réalisation (83,33%) est en deçà de la cible escomptée (100%) ;
- Le taux d'exécution financière des plans d'actions (74,55%) relate le niveau des réalisations financières et montre le rapport entre les ressources programmées et celles réellement mises à disposition ; la libération (78,68%) est en deçà de la projection (100%). Le niveau global de consommation (crédits consommés sur crédits libérés) est de 94,75%. Il est relativement faible par le fait que les crédits libérés pour les dépenses du personnel sont très peu utilisés et sont même exécutés directement par le Ministère des Finances. Cette situation fait en sorte que le ministère n'a une maîtrise de ses dépenses du personnel ;
- Toutes les activités réalisées, l'ont été sur le budget national, sans financement extérieur
- En termes de consommation des crédits, les taux (crédits consommés sur crédits libérés) par catégorie de dépense varient comme suit : dépenses du personnel (16,24%) ; biens et services (85,92%) ; transfert (99,96%) ; investissement (99,41%).

Tableau 4 : Situation globale de consommation des crédits du ministère

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit Initial (1)	Crédit Final (2)	Crédits Libéré (3)	Crédits engagé * (4)	Crédits ordonnancés (5)	Taux de variation du crédit voté (6)=((2)-(1))/(1)	Taux d'engagement (7)=(4)/(2)	Taux ordonnancement (8)=(5)/(2)
Personnel	678 697 557	678 697 557	177 674 966	28 862 446	28 862 446	0%	4,25%	4,25%
Biens et services	96 455 478	96 455 478	96 455 478	82 876 734	82 874 734	0%	85,92%	85,92%
Transferts	1 798 602 527	1 969 151 347	1 969 151 347	1 968 516 125	1 968 516 125	9,48%	99,96%	99,96%
Investissement	1 347 644 788	1 347 644 788	976 448 782	970 698 029	970 698 029	0%	72,02%	72,02%
Ressources propres	3 921 400 350	4 091 949 170	3 219 730 573	3 050 953 334	3 050 953 334	4,34%	74,55%	74,55%
Ressources externes	0	0	0	0	0	-	-	-
Total	3 921 400 350	4 091 949 170	3 219 730 573	3 050 953 334	3 050 953 334	4,34%	74,55%	74,55%

Sources : MC

(*) Crédits engagés = crédits engagés au niveau central + crédits délégués

Tableau 5: Situation de consommation des crédits par programme

En FCFA et %

Nom du Programme	Crédit Final	Crédit engagé	Crédit ordonnancé	Taux d'engagement
Pilotage et administration de la politique de communication (P140)	617 796 032	241 029 224	241 029 224	39,01%
Développement des prestations de service des médias (P138)	2 995 505 422	2 583 907 769	2 583 907 769	86,25%
Amélioration des conditions de participation des acteurs aux actions de développement (P139)	429 457 066	215 241 641	215 241 641	50,11%
Promotion des institutions démocratiques, fortes, crédibles et durables (P176)	49 190 650	10 774 700	10 774 700	21,90%
Total	4 091 949 170	3 050 953 334	3 050 953 334	74,55%

Source : MC

A2.1.2. Situation des délégations de crédits

Tableau 6: Crédits délégués aux régions

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit final (1)	Crédit délégué (2)	Crédit délégué consommé (3)	% de Crédit délégué (4)=(2)/(1)	Taux d'exécution des crédits délégués (5)=(3)/(2)
Pilotage et administration de la politique de communication (P140)	617 796 032	111 594 778	111 594 778	18,06%	100%
Développement des prestations de service des médias (P138)	2 995 505 422	0	0	0%	-
Amélioration des conditions de participation des acteurs aux actions de développement (P139)	429 457 066	0	0	0%	-
Promotion des institutions démocratiques, fortes, crédibles et durables (P176)	49 190 650	0	0	0%	-
Total	4 091 949 170	111 594 778	111 594 778	18,06%	100%

Source : MC

Le ministère n'a pas de démembrement à l'intérieur du pays ; ainsi, les seuls crédits délégués qui étaient programmés ont été envoyés à nos attachés de presse qui sont dans les ambassades du Niger à l'extérieur (Paris, Bruxelles, Pékin, Abuja, Addis-Abeba). Lesdits crédits délégués (111 594 778) ont été entièrement consommés.

A2.2. Situation des ressources humaines du ministère

Le volet rémunération du personnel est directement géré par le Ministère des Finances. Le Ministère en charge de la Communication n'a aucune emprise sur les dépenses du personnel.

Tableau 7: Plafond des autorisations d'emplois rémunérés, en effectif (Programme 140)

Catégorie	Plafond autorisé	Effectifs réels rémunérés	Ecart
A	38	NA	NA
B	13	NA	NA
C	6	NA	NA
D	1	NA	NA
Auxiliaires	6	NA	NA
Total	64	NA	NA

Source : MC

Tableau 8: Tableau de répartition du personnel entre le niveau central et le niveau déconcentré (Programme 140)

Catégorie	Plafond autorisé	Central	Déconcentré
A	38	38	0
B	13	13	0
C	6	6	0
D	1	1	0
Auxiliaires	6	6	0
Total	64	64	0

Source : MC

Bien que cela soit prévu dans le décret qui consacre son organisation, le ministère n'a pas de services déconcentrés. On peut cependant, noter l'existence des stations régionales ORTN qui sont des représentations régionales de l'ORTN. Il est vrai que l'ORTN est une structure sous tutelle du ministère mais elle est à gestion autonome, donc gère ses démembrements.

Tableau 9: Plafond des autorisations d'emplois rémunérés, en montant (Programme 140)

Catégories	Plafond autorisé	En FCFA	
		Montants réels rémunérés	Ecart
A	262 200 000	NA	NA
B	49 760 000	NA	NA
C	16 096 831	NA	NA
D	1 950 000	NA	NA
Auxiliaires	7 825 164	NA	NA
Total	337 831 995	NA	NA

Source : MC

NB : le volet rémunération du personnel est directement géré par le Ministère des Finances

Tableau 7: Plafond des autorisations d'emplois rémunérés, en effectif (Programme 138)

Catégorie	Plafond autorisé	Effectifs réels rémunérés	Ecart
A	17	NA	NA
B	9	NA	NA
C	3	NA	NA
D	1	NA	NA
Auxiliaires	1	NA	NA
Total	31	NA	NA

Source : MC

NB : le volet rémunération du personnel est directement géré par le ministère des finances

Tableau 8 : Tableau de répartition du personnel entre le niveau central et le niveau déconcentré (Programme 138)

Catégorie	Plafond autorisé	Central	Déconcentré
A	17	17	0
B	9	9	0
C	3	3	0
D	1	1	0
Auxiliaires	1	1	0
Total	31	31	0

Source : MC

Bien que cela soit prévu dans le décret qui consacre son organisation, le Ministère de la Communication n'a pas de services déconcentrés. On peut cependant noter l'existence des stations régionales ORTN qui sont des représentations régionales de l'ORTN qui est lui, une structure sous tutelle du ministère.

Tableau 9 : Plafond des autorisations d'emplois rémunérés, en montant (Programme 138)

En FCFA			
Catégories	Plafond autorisé	Montants réels rémunérés	Ecart
A	108 876 315	NA	NA
B	32 532 706	NA	NA
C	7 098 415	NA	NA
D	1 700 000	NA	NA
Auxiliaires	1 196 666	NA	NA
Total	151 404 102	NA	NA

Source : MC

NB : le volet rémunération du personnel est directement géré par le Ministère des Finances

Tableau 7 : Plafond des autorisations d'emplois rémunérés, en effectif (Programme 139)

Catégorie	Plafond autorisé	Effectifs réels rémunérés	Ecart
A	18	NA	NA
B	11	NA	NA
C	5	NA	NA
D	1	NA	NA
Auxiliaires	1	NA	NA
Total	36	NA	NA

Source : MC

NB : le volet rémunération du personnel est directement géré par le Ministère des Finances

Tableau 8 : Tableau de répartition du personnel entre le niveau central et le niveau déconcentré (Programme 139)

Catégorie	Plafond autorisé	Central	Déconcentré
A	18	18	0
B	11	11	0
C	5	5	0
D	1	1	0
Auxiliaires	1	1	0
Total	36	36	0

Source : MC

Bien que cela soit prévu dans le décret qui consacre son organisation, le Ministère de la Communication n'a pas de services déconcentrés. On peut cependant noter l'existence des stations régionales ORTN qui sont des représentations régionales de l'ORTN qui est lui, une structure sous tutelle du ministère.

Tableau 9 : Plafond des autorisations d'emplois rémunérés, en montant (Programme 139)

En FCFA			
Catégories	Plafond autorisé	Montants réels rémunérés	Ecart
A	111 280 804	NA	NA
B	37 762 196	NA	NA
C	11 051 027	NA	NA
D	1 700 000	NA	NA
Auxiliaires	1 196 666	NA	NA
Total	162 990 693	NA	NA

Source : MC

NB : le volet rémunération du personnel est directement géré par le Ministère des Finances

Tableau 7 : Plafond des autorisations d'emplois rémunérés, en effectif (Programme 176)

Catégories	Plafond autorisé	Montants réels rémunérés	Ecart
A	06	NA	NA
B	06	NA	NA
C	0	NA	NA
D	0	NA	NA
Auxiliaires	04	NA	NA
Total	16	NA	NA

Source : MC

Tableau 8 : Tableau de répartition du personnel entre le niveau central et le niveau déconcentré (Programme 176)

Catégorie	Plafond autorisé	Central	Déconcentré
A	06	06	0
B	06	06	0
C	0	0	0
D	0	0	0
Auxiliaires	04	04	0
Total	16	16	0

Source : MC

Tableau 9 : Plafond des autorisations d'emplois rémunérés, en montant (Programme 176)

En FCFA

Catégories	Plafond autorisé	Montants réels rémunérés	Ecart
A	12 987 493	NA	NA
B	8 505 460	NA	NA
C	0	NA	NA
D	0	NA	NA
Auxiliaires	4 977 814	NA	NA
Total	26 470 767	NA	NA

Source : MC

NB : le volet rémunération du personnel est directement géré par le Ministère des Finances

A2.3. Difficultés rencontrées et approches de solution

A2.3.1. Au niveau de l'exécution technique

Au niveau de l'exécution technique, on note qu'il n'y a pas eu de difficultés particulières rencontrées. La seule difficulté enregistrée au cours de l'exécution est financière, liée à l'insuffisance des crédits alloués pour la réalisation de certaines actions.

A2.3.2. Au niveau de l'exécution financière

Il n'y a pas eu de grandes difficultés pour l'utilisation des crédits libérés qui se trouvent par ailleurs être très insuffisants pour la mise en œuvre des activités programmées. Aussi, il se trouve que les crédits d'investissement ne sont pas toujours libérés à temps et dans des proportions qui permettent de passer des marchés publics.

A2.3.3. Approches de solutions

- En cas d'ajustement des budgets initialement annoncés et, sur lesquels les planifications ont été faites ou en cas de collectif, toujours aviser les ministères utilisateurs pour que cela tienne compte de leurs priorités ;
- Libérer la totalité des crédits d'investissement dès le premier trimestre pour permettre de passer les marchés à temps.

3 PARTIE B : CONTRIBUTION D'AUTRES ACTEURS

B1. Présentation des partenaires opérationnels du ministère

Le Ministère de la Communication, chargé des Relations avec les Institutions est né de la fusion des anciens ministères de la communication et celui en charge des Relations avec les Institutions, intervenue en avril 2021.

Il est chargé, en relation avec les autres ministères concernés, de la conception, de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la politique nationale en matière de communication, conformément aux orientations définies par le gouvernement.

A ce titre, il assure la gestion et le contrôle technique des structures de communication écrite, audiovisuelle du secteur public et entretient des relations avec l'ensemble de la presse privée dans le strict respect de son indépendance.

Il apporte un appui technique aux autres ministères pour la réalisation de leur campagne d'information, d'éducation et de communication. A ce titre, il assure la coordination des missions des chargés de communication des services publics, des institutions et organisations publiques et fait des évaluations périodiques sur la mise en œuvre de leurs cahiers de charges.

Il est en outre chargé des relations avec les Institutions en rapport avec les Ministères concernés.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement (DPG), par rapport à la communication, les actions retenues par le Gouvernement portent principalement sur **le renforcement de la liberté de la presse** à travers l'amélioration de l'environnement juridique et professionnel du secteur des médias, la modernisation des organes de presse publics et la suppression des zones d'ombre pour la radio et la télévision nationales ainsi que la finalisation de l'installation de la Télévision Numérique Terrestre. Le secteur poursuivra également les efforts de couverture en infrastructures et services d'information. En particulier, chaque Maison du Paysan sera dotée d'une radio communautaire.

Par ailleurs, l'accent sera mis sur la sensibilisation des acteurs des médias notamment privés, sur la communication en temps de crise.

En ce qui concerne le volet Relations avec les Institutions, l'action retenue est de faire de notre pays un Etat démocratique, stable et fort en garantissant les droits et libertés aux citoyens et en leur assurant les conditions de prospérité individuelle tout en restant exigeant sur l'accomplissement de leurs devoirs individuels et collectifs et ferme sur le respect de la loi.

Cependant, nous tenons à préciser que depuis un certain temps, les partenaires techniques et financiers ne financent plus le secteur, ils le considèrent comme un domaine de souveraineté de l'Etat. Il revient donc selon eux, au Gouvernement de le financer.

Le tableau suivant présente les institutions partenaires opérationnelles du ministère, classées par catégorie d'acteurs.

Tableau 10 : Principaux partenaires opérationnels du ministère

Catégorie	Nom ou effectif	Domaines spécifiques d'intervention
ONG	NEANT	NEANT
Organisation Professionnelle		
OSC		
Collectivités territoriales		
Autres nca		

Source : MC

NB : Dans le cadre de l'exécution de son PAP, le ministère n'a eu aucun partenaire. Toutes les actions sont réalisées avec le budget du ministère (trésor public).

B2. Réalisations physiques des partenaires opérationnels

Ce chapitre présente l'ensemble des réalisations du ministère en prenant en compte les réalisations des partenaires opérationnels du ministère ainsi que celles des programmes du ministère.

B2.1. Réalisation globale du ministère dans le domaine du « programme 140 »

Le tableau suivant illustre la contribution des ANE dans les résultats globaux du ministère dans le domaine du « programme 140 ».

Tableau 11: Réalisation globale du ministère en 2021, programme 140 (résultats immédiat (extraits))

Action	Objectifs	Indicateurs / produits	Référence		Réalisation Année N-1			Observations
			Année	Valeur	Par le Ministère	Par les Acteurs non étatiques ¹	Total	
Conception et pilotage de la politique du ministère	Améliorer le pilotage stratégique du ministère	Nombre de réunions de coordination tenues au cours de l'année	2020	8	6	0	6	Les acteurs non étatiques n'interviennent pas au MCRI
		Nombre de missions de représentation	2020	2	2	0	2	
		Nombre de visites menées auprès des structures	2019	2	0	0	0	
Gestion du système d'information du ministère	Produire des données fiables et accessibles	Nombre de réunions du comité statistique tenues	2020	0	0	0	0	Pas de financement
		Nombre d'exemplaires d'annuaires statistiques reproduits/édités	2020	0	0	0	0	Pas de financement
		Nombre d'archives de bureaux traitées	2020	0	0	0	0	Pas de financement
Planification, programmation et suivi et évaluation des programmes du ministère	Planifier, suivre et évaluer suivant dans le respect des exigences du budget programme	Nombre de cadres formés sur les DPPD et PAP	2020	0	0	0	0	Pas de financement
		Nombre de documents de planification élaborés	2020	2	2	0	2	L'activité a été réalisée sans formation et sans aucune prise en charge des acteurs.

¹ Voir en annexe les détails des réalisations par ANE

		Nombre d'acteurs ayant participé à la rencontre annuelle	2020	95	76	0	76	
Gestion des ressources humaines	Renforcer les capacités institutionnelles du ministère	Nombre d'agents ayant reçu une formation au cours de l'année	2020	0	0	0	0	Les ressources prévues ont été gelées et pas de financement de partenaires
		Nombre de lots de matériel informatique reçus par la DRH	2020	1 lot	1 lot	0	1 lot	
		Nombre de logiciels de gestion du personnel acquis	2020	0	0	0	0	
Gestion des marchés publics et des délégations de service public	Assurer la conception et la gestion des marchés publics et délégations de service public	Nombre de lots de matériel informatique acquis	2020	1 lot	1 lot	1 lot	1 lot	
		Nombre de lots de mobilier de bureau acquis	2020	1 lot	0	0	0	Pas de financement
		Nombre de marchés passés	2020	4	5	0	5	
Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la mise à disposition des moyens, biens et services aux entités	Nombre de rapports périodiques sur la situation financière et du matériel réalisés au cours de l'année	2020	4	4	0	5	
		Nombre de contrats signés et exécutés pour l'entretien des locaux et logistiques	2020	0	0	0	0	
		Nombre de matériel roulant acquis	2020	1	0	0	0	Financement gelé
		Nombre de cadres formés à l'extérieur	2020	0	2	0	2	

Définition d'un cadre juridique et institutionnel favorable au développement du secteur	Elaborer/réviser et adopter l'ensemble des textes favorables au développement du secteur	Nombre de rencontres de vulgarisation des textes sur la communication tenue	2020	0	0	0	0	
		Nombre de rencontres tenues du comité de négociation pour la signature de la convention collective de la presse	2020	1	8	0	8	Beaucoup de rencontres ont eu lieu et la convention a même été signée

Sources : MC

Les colonnes référence de ce tableau concernent la réalisation de l'ensemble des acteurs (y compris le ministère) pour l'année indiquée.

B2.2. Réalisation globale du ministère dans le domaine du « programme 138 »

Le tableau suivant illustre la contribution des ANE aux résultats globaux du ministère dans le domaine du « programme 138 ».

Tableau 12 : Réalisation globale du ministère en année 2021, programme 138 (résultats immédiats extrants)

Action	Objectifs	Indicateurs / produits	Référence		Réalisation Année 2021			Observations
			Année	Valeur	Par le Ministère	Par les ANE ²	Total	
Réhabiliter / Créer et Appuyer les activités des radios communautaires	Produire et diffuser des émissions radios au niveau communautaire	Nombre de radios communautaires créées	2020	2	1	0	1	Il s'agit ici des radios prévues dans le cadre PAP
		Nombre de radios communautaires réhabilitées	2020	0	1	0	1	
		Nombre de lots de fourniture acquis pour la DC	2020	1 lot	1 lot	0	1 lot	

² Voir en annexe les détails des réalisations par ANE où trouve-t-on l'annexe ?

Créer des centres de Couverture des zones d'ombre en radio et télédiffusion	Rendre accessibles les émissions de radio et TV nationales dans les zones non encore couvertes	Nombre de centres de couverture des zones d'ombre en radio et télédiffusion sécurisé/réhabilités	2020	3 Clôtures	3	0	3	Les clôtures sont faites en grillage et non en matériaux définitifs
			2020	0 Bâtiment technique	0	0	0	Les crédits ont été gelés
Réhabiliter l'Agence Nigérienne de Presse (ANP)	Mettre des informations fiables à la disposition des usagers	Nombre moyen annuel de visiteurs du site web	2019	71 175	426 724	0	426 724	
		Nombre de dépêches produites au cours de l'année	2019	1 197	2 229	0	2 229	
		Nombre de nouveaux équipements installés	2020	0	0	0	0	
Moderniser les équipements techniques de l'ORTN	Améliorer la qualité du son et de l'image	Transport des signaux Radio/TV par satellite assuré	2020	1	1	0	1	1 contrat est signé avec GlobeCast
Moderniser les équipements techniques de l'ONEP	Mettre à la disposition des lecteurs du Sahel et du Sahel Dimanche, des journaux de qualité et en quantité suffisante	Nombre de journaux produits au cours de l'année	2019	924 505 Quotidien :	1 050 000	0	1 050 000	
			2019	251 679 Hebdo	270 000	0	270 000	
Appuyer la diffusion audiovisuelle	Rendre accessible au grand public, l'essentiel des signaux TV disponibles sur le territoire national	Nombre de signaux TV multiplexés et transportés	2020	15	15	0	15	Il s'agit ici de l'ensemble des télévisions qui sont sur satellite

Sources : MC

Les colonnes référence de ce tableau concernent la réalisation de l'ensemble des acteurs (y compris le ministère) pour l'année indiquée.

B2.3. Réalisation globale du ministère dans le domaine du « programme 139 »

Le tableau suivant illustre la contribution des ANE aux résultats globaux du ministère dans le domaine de « programme 139 ».

Tableau 13 : Réalisation globale du ministère en 2021, programme 139 (résultats immédiat (extrants))

Action	Objectifs	Indicateurs / produits	Référence		Réalisation Année 2021			Observations
			Année	Valeur	Par le Ministère	Par les ANE ³	Total	
Réhabiliter les centres d'écoute et activités des radios clubs	Rendre opérationnels les centres d'écoute des radios clubs	Nombre de missions de collecte réalisées	2020	3	4	0	4	
		Nombre de lots de matériels acquis pour les radios-clubs	2020	0	1 lot	0	1 lot	
Renforcer les capacités d'accueil de l'IFTIC	Doter l'IFTIC en infrastructures d'accueil	Progression du nombre d'étudiants (nationaux et étrangers)	2020	Nigériens : 492 Etrangers : 39	674 pour les 3 niveaux : - Moyen : 273 - Licence : 263 Master : 138	0	674 pour les 3 niveaux : - Moyen : 273 - Licence : 263 Master : 138	
		Nombre de lots de matériel pour amphithéâtre et studio TV	2020	Mat.Amphi : 1lot	1 lot	0	1 lot	
				Mat.Studio/TV : 1lot	1 lot	0	1 lot	
		Nombre de lots de matériel de production audiovisuelle acquis	2020	1 lot	0	0	0	Les crédits ont été gelés
Relancer la Communication gouvernementale	Développer la communication intra gouvernementale et la communication publique en direction des citoyens	Nombre de rencontres de sensibilisation menées dans le cadre de la promotion de la communication pour le développement	2020	0	0	0	0	Les ressources prévues ont été gelées et il n'y a pas eu de financement de partenaires
		Nombre de lots de fournitures payées	2020	1 lot	1 lot	0	1 lot	

Sources : MC

³ Voir en annexe les détails des réalisations par ANE

B2.4. Réalisation globale du ministère dans le domaine du « programme 176 »

Le tableau suivant illustre la contribution des ANE aux résultats globaux du ministère dans le domaine de « programme 176 ».

Tableau 14: Réalisation globale du ministère en 2021, programme 176 (résultats immédiat (extraits))

Action	Objectifs	Indicateurs / produits	Référence		Réalisation Année 2021			Observations
			Année	Valeur	Par le Ministère	Par les ANE ⁴	Total	
Vulgarisation des activités des Institutions	Faire connaître les Institutions et leurs missions	Nombre d'exemplaires de la revue édités et distribués	2019	1 000	0	0	0	
		Nombre de citoyens formés/sensibilisés lors de la caravane	2019	6 750	100	0	100	
Coordination efficace des rapports entre l'exécutif et les Institutions	Faciliter les rapports entre les Institutions et le gouvernement	Nombre de rapports de suivi des sessions de l'Assemblée Nationale et des Institutions non Parlementaires	2020	4	4	0	4	

Sources : MC

Les colonnes référence de ce tableau concernent la réalisation de l'ensemble des acteurs (y compris le ministère) pour l'année indiquée.

B2.5. Réalisation des Effets/impacts des programmes du ministère

Tableau 15: Résultats globaux du ministère par programme

Programme	Objectifs	Indicateurs d'effet	Référence		Réalisation		
			Année	Valeur	2020	2021	Observations
Pilotage et administration de la politique de communication	Assurer l'efficacité et l'efficience dans la mise en œuvre des programmes	Taux d'exécution physique des programmes	2019	81,34%	79,95%	83,33%	
		Taux d'exécution financière des programmes	2019	85,91%	73,92%	74,55%	

⁴ Voir en annexe les détails des réalisations par ANE

Développement des prestations de service des médias	Améliorer le système de production et de distribution des informations	Taux de couverture du territoire par la nationales	2019	75%	75%	80%	Il n'y a pas eu de réalisations pouvant favoriser l'amélioration de l'indicateur
		Taux de couverture de la population par la radio et Télé nationale	2019	80%	80%	80%	
Amélioration des conditions de la participation des acteurs aux actions de développement	Promouvoir la participation active et responsable des populations aux actions de développement	Taux de réussite à l'examen à l'IFTIC	2019	98%	Niveau moyen : 100%	Niveau moyen : 92,85%	
Promotion des Institutions démocratiques, Fortes, crédibles et durables (176)	Contribuer à la crédibilisation des Institutions de la République	Pourcentage de recommandations des Institutions mises en œuvre par le Gouvernement	2019	15,49%	30%	ND	Le Ministère a écrit aux structures impliquées dans la collecte de l'information, mais aucune réaction n'a été enregistrée.
		Pourcentage de textes et d'interpellations suivis à l'Assemblée Nationale	2019	100%	100%	100%	

Sources : MC

B3. Présentation du financement des partenaires opérationnels du ministère

B3.1. Dépenses 2021 des ANE dans le domaine du « programme 140 »

Tableau 16 : Dépenses annuelles des catégories d'acteurs non étatiques dans le programme 140

<i>En FCFA</i>			
Catégorie d'ANE	Budget prévu	Budget consommé	Commentaire
ONG	0	0	Le ministère ne reçoit aucun financement en dehors du budget national
Organisation Professionnelle	0	0	
OSC	0	0	
Collectivités territoriales	0	0	
Autres non classés ailleurs	0	0	
Total	0	0	

Sources : MC

B3.2. Dépenses 2021 des ANE dans le domaine du « programme 138 »

Tableau 17

: Dépenses annuelles des acteurs non étatiques dans le programme 138

Catégorie d'ANE	Budget prévu	Budget consommé	Commentaire
ONG	0	0	Le ministère ne reçoit aucun financement en dehors du budget national
Organisation Professionnelle	0	0	
OSC	0	0	
Collectivités territoriales	0	0	
Autres nca	0	0	
Total	0	0	

Sources : MC

B3.3. Dépenses 2021 des ANE dans le domaine du « programme 139 »

Tableau 18 : Dépenses annuelles des acteurs non étatiques dans le programme 139

Catégorie d'ANE	Budget prévu	Budget consommé	Commentaire
ONG	0	0	Le ministère ne reçoit aucun financement en dehors du budget national
Organisation Professionnelle	0	0	
OSC	0	0	
Collectivités territoriales	0	0	
Autres nca	0	0	
Total	0	0	

Sources : MC

B3.4. Dépenses 2021 des ANE dans le domaine du « programme 176 »

Tableau 19 : Dépenses annuelles des acteurs non étatiques dans le programme 176

Catégorie d'ANE	Budget prévu	Budget consommé	Commentaire
ONG	0	0	Le ministère ne reçoit aucun financement en dehors du budget national
Organisation Professionnelle	0	0	
OSC	0	0	
Collectivités territoriales	0	0	
Autres nca	0	0	
Total	0	0	

Sources : MC

B3.5. Financement global (ministères et ANE) au titre de 2021

Tableau 20 : Financement global du ministère en 2021

Nom du Programme	Dépenses du ministère	Dépenses des ANE	Dépenses Totales
Programme 140	241 029 224	0	241 029 224
Programme 138	2 583 907 769	0	2 583 907 769
Programme 139	215 241 641	0	215 241 641
Programme 176	10 774 700	0	10 774 700
Total	3 050 953 334	0	3 050 953 334

Sources : MC

B4. Synthèse des difficultés, conclusions et recommandations

B4.1. Principales difficultés rencontrées et leçons apprises

- La principale difficulté est que les crédits d'investissement libérés n'ont pas permis la réalisation de certaines actions. Non seulement ils ne sont pas libérés à temps mais aussi et surtout, ils ne sont pas libérés dans les proportions qui permettent de passer des marchés ;
- Il n'y a pas eu de grandes difficultés pour l'utilisation des crédits libérés qui se trouvent par ailleurs être très insuffisants pour la mise en œuvre des activités programmées ;
- Il faut cependant signaler que les crédits relatifs aux dépenses du personnel votés n'ont pas du tout été utilisés ce qui agit sur le taux de consommation des crédits libérés.

B4.2. Recommandations

A l'endroit du Ministère sectoriel (interne) :

- Renforcer la collaboration entre les différents intervenants (responsables des programmes, DRFM, DEP, CF, directions techniques)

A l'endroit du Ministère du Plan :

- Renforcer les capacités des acteurs pour la formulation des documents programmatiques ;
- Accélérer la mobilisation des ressources entrant dans le cadre du financement du PDES

A l'endroit du Ministère des Finances :

- Libérer tous les crédits d'investissement dès le premier trimestre ;
- Associer les utilisateurs en cas de collectif budgétaire afin que ces derniers tiennent compte de leur priorité en vue d'opérer les ajustements nécessaires en conséquence.

A l'endroit des ANE :

- Appuyer le secteur de la communication au vu de son caractère transversal et vecteur de la réussite de toute action de développement.

A l'endroit des PTF :

- Appuyer le secteur malgré son caractère de domaine de souveraineté nationale

B4.3. Conclusion

Au courant de l'année 2021 les réalisations dans des domaines stratégiques, témoignent des efforts consentis par le Ministère pour atteindre les objectifs fixés dans la cadre de la mise en œuvre de sa mission à lui confiée par le Gouvernement.

En effet, avec une exécution budgétaire de 74,55%, le niveau d'exécution technique du département s'établit à 83,33% contre 79,95% en 2020.

Des résultats satisfaisants sont également obtenus dans le domaine de la sécurisation des centres de couverture des zones d'ombre, dans le domaine de la création et de l'appui au fonctionnement des radios communautaires, dans le domaine la connaissance des institutions de la République.

Aussi, des efforts importants ont été notés dans le cadre de l'amélioration de l'environnement juridique et professionnel des acteurs du secteur.

Cependant, des efforts doivent être faits pour finaliser le processus d'installation de la Télévision Numérique Terrestre (TNT) et procéder à la mesure des champs pour la détection d'éventuelles zones d'ombre, toutes choses qui permettraient d'améliorer le taux de couverture de la population en matière de radio et télédiffusion.